

« La monnaie est aussi un bien public, générateur de lien social et politique »

Michel Aglietta, professeur d'économie à Paris-X-Nanterre

Comment est née la « théorie des zones monétaires optimales » ?

« Dans les années 1960, des économistes ont essayé de déterminer les critères économiques qui permettent de délimiter un espace géographique dans lequel l'utilisation d'une même monnaie est pertinente. Poser cette question revient à se demander par quoi un pays peut remplacer l'instrument d'ajustement aux chocs extérieurs qu'est le taux de change. Les économistes néoclassiques affirmaient que cet ajustement se réalise automatiquement par les prix et les salaires. Mais la réalité, où les prix et les salaires sont rigides, n'est pas si simple.

Au début des années 1960, Robert Mundell (New York University), Ronald McKinnon (Stanford) et Peter Kenen (Princeton) ont défini trois critères déterminant une zone monétaire optimale : la mobilité du travail – qui permet, comme aux Etats-Unis, de rétablir l'équilibre entre régions déficitaires et excédentaires ; l'ouverture aux marchés internationaux – plus elle est élevée, plus on a intérêt à atténuer les chocs extérieurs par un taux de change fixe ; la diversification qui permet également d'atténuer ces chocs.

Mais cette théorie correspond à une vision « naturaliste » de la monnaie, comme si celle-ci n'était que le support des échanges privés. Or, comme l'a montré Charles Goodhart (London School of Economics), l'extension géographique d'une monnaie correspond le plus souvent, historiquement, aux limites d'un Etat. Celles-ci ne correspondent que rarement à une zone monétaire optimale telle que définie par la théorie.

Car la monnaie, au-delà de sa fonction économique, est aussi un bien public, générateur de lien social et politique. Lorsque les agents économiques rejettent une monnaie, cela ne débouche pas sur le « libre fonctionnement des marchés », mais sur un chaos social terrible, qui exige la reconstruction d'une nouvelle monnaie légitime.

La conception « institutionnaliste » de la monnaie s'attache donc plutôt à définir les institutions nécessaires à l'établissement de l'acceptabilité d'une monnaie.

Parcours

1976 Michel Aglietta, diplômé de l'Ecole polytechnique, publie *Régulation et crises du capitalisme* (Calmann-Lévy).

1980 Professeur à Paris-X-Nanterre (EconomiX/CNRS), il devient conseiller au Centre d'études prospectives et d'informations internationales.

1997 Il devient membre du Conseil d'analyse économique auprès du premier ministre ; il le reste jusqu'en 2003.

2002 Il publie avec André Orléan *La Monnaie entre violence et confiance* (Odile Jacob).



ALIX GUIGON/AFP

naie, de la confiance des agents économiques et de la coopération entre les Etats participants. La confiance dans une monnaie n'est pas un contrat, ménageant un équilibre avantage/coût entre des parties, c'est un rapport social collectif qui signifie la reconnaissance d'une souveraineté.

Selon l'approche dite « réaliste » de cette conception, ces conditions sont d'autant mieux réunies qu'un Etat est doté d'une puissance hégémonique – comme ce fut le cas de l'Allemagne dans la zone euro.

La zone euro est-elle « optimale » ?

Non, et ses fondateurs en avaient conscience. Les critères choisis n'étaient pas des critères économiques, mais des critères de politique économique publique (déficits, inflation, taux d'intérêt) : il s'agissait en fait d'inciter les Etats à transformer la réalité économique pour la rapprocher du fonctionnement effectif d'une « zone monétaire optimale ».

Mais aucune institution n'a été construite pour rendre l'euro acceptable par tous les agents économiques et garantir la poursuite de la coopération entre les Etats en cas de crise. Celle-ci n'a tout simplement pas été envisagée ! Et lorsqu'elle est survenue, l'insuffisance de la structure institutionnelle a laissé les intérêts divergents des Etats jouer à plein. Maintenant, il faut redémarrer la construction européenne là où on l'avait laissée avant Maastricht !

Que faudrait-il faire pour sauver l'euro, au moment où l'asymétrie entre ses membres est rendue plus manifeste par la crise ?

Paul Krugman (Princeton) a montré que, contrairement au critère de diversification, retenu par la théorie des zones optimales, l'appartenance à une même zone monétaire poussait au contraire à la spécialisation et aux inégalités régionales aux Etats-Unis. Le Massachusetts n'a pas intérêt à avoir la même monnaie que le Tennessee !

Si l'on veut surmonter cela pour l'Europe, il faut donc une structure politique souveraine représentant un intérêt commun, capable de remodeler l'économie réelle. ■

Propos recueillis par A. R.